

Publication des résultats IPC-2009 : Communiqué de presse

En date du 21 août 2009, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a organisé, au **King's Conference Center**, un atelier de publication du 5^{ème} rapport d'analyse et de cartographie de la sécurité alimentaire pour la période de juin à décembre 2009, établie suivant le « *Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC)* ». Ce rapport constitue un consensus technique assorti d'un forum d'interprétation et de lecture standardisée des indicateurs alimentaires et nutritionnels par une trentaine d'experts d'analyse et de suivi de la sécurité alimentaire, lors d'un atelier tenu à Gitega du 20 au 24 juillet 2009. Cet atelier qui était organisé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage sous la facilitation technique de la FAO a rassemblé des spécialistes de sécurité alimentaire représentant une vingtaine d'institutions gouvernementales, et organisations (inter) nationales (agences des Nations Unies et ONG), ainsi que les principaux acteurs dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi.

Le rapport fait ressortir le fait que la pluviométrie propice enregistrée pendant la saison 2009B se combine avec d'autres facteurs favorables tels que le retour à la paix et les appuis soutenus d'urgence et de réhabilitation agricoles menés par le Gouvernement, les agences des Nations Unies et les ONG pour améliorer la productivité agricole. Il mentionne qu'une augmentation de 5% est enregistrée pour la saison 2009B par rapport à la saison 2008B, mais qu'elle reste inférieure de 5% par rapport à la moyenne d'avant la crise de 1993. Ramenée par habitant, la production agricole a régressé, passant de 175 Kg d'équivalents par an céréales en 2002 à 145 en 2006 et à 140 en 2009, soit une chute de 20% entre 2002 et 2009. C'est ainsi que les performances de la saison 2009B ne sont pas à la hauteur des besoins alimentaires et un déficit alimentaire de 331.000 tonnes d'équivalentes céréales est estimé pour l'année 2009.

De multiples contraintes structurelles et conjoncturelles contribuent à maintenir une pauvreté et une instabilité alimentaire rampantes. L'infertilité continue des sols résulte de la combinaison de la dégradation de l'environnement et d'une surexploitation des sols et ressources naturelles qui sont soumis à une densité très élevée de la population. D'après le recensement de la population effectué en 2008, 10 communes sur les 117 que compte le pays ont une densité qui dépasse 600 habitants au km², 40 communes comptent plus de 400 habitants au km², et moins de 300 habitants au km² pour seulement moins de 50 communes. Cette densité très élevée de la population en milieu rural constitue une entrave majeure à l'accès alimentaire, vu que la population dépend essentiellement de l'agriculture de subsistance.

Le gap alimentaire se traduit en effet par un état nutritionnel globalement précaire. Le taux de malnutrition chronique s'élève en moyenne à 46,0% alors que l'échelle IPC propose 20,0% comme limite inférieure d'une situation nutritionnelle descente. Les cas de malnutrition chronique les plus préoccupants, se retrouvent dans les régions naturelles de Bweru (52,7%), Bugesera (51,0%), Moso (48,5%). Les mécanismes d'adaptation à l'alimentation développés par les ménages en pleine période de récolte dénotent une très grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Au total, 36% des dépenses ménagères étaient orientées à l'alimentation en juin 2009, pendant que l'indice de stratégie à la consommation au niveau national était de 24 (cet indice qui devrait s'approcher du nul en période des récoltes), le plus élevé (54) étant relevé à Kirundo. Par ailleurs, le marché constitue la principale source d'alimentation pour plus de 25% des ménages pendant la période même des récoltes, alors que les sources de revenus sont très faibles et que les prix des produits alimentaires sont maintenus à un niveau très élevé.

D'après l'analyse, le pays est subdivisé en deux phases sur les cinq que propose l'outil IPC à savoir la phase II d'Insécurité alimentaire modérée/limite avec possibilité de dégradation pour certains secteurs et phase III de Crise Alimentaire Aigue avec Crise de Moyens d'Existence pour la période de juin à décembre 2009.

La phase III de « Crise Alimentaire Aigue avec Crise des Moyens d'Existence » est relevée dans les régions naturelles de Bugesera, Moso, Imbo Sud (communes Nyanza-Lac et Rumonge), dans les communes Kabarore, Matongo et Muruta situées dans l'extrême nord de la région naturelle de Mugamba ainsi que dans les rives des Mpanda, Mutimbuzi et Kajeke traversant les communes Gihanga, Mpanda (province Bubanza) et Mutimbuzi (province de Bujumbura Rural).

La situation critique du Bugesera est globalement une conséquence directe de la sécheresse de fin 2008/début 2009 et des épisodes de sécheresse récurrente depuis 2000. Les ménages ont continuellement érodé leurs moyens d'existence en vendant, par exemple, tout es ou parties de leurs parcelles agricoles afin de faire face aux périodes d'insécurité alimentaires les plus marquées.

La récolte de haricot réalisée pendant la saison 2009B sera vite consommée puisque les aliments d'accompagnement sont en manque. La patate douce a été ruinée par les périodes de sécheresses et le manioc est encore affecté par la mosaïque sévère du manioc.

Le rapport mentionne que la situation alimentaire très précaire dans le Moso est tributaire des trois saisons précédentes frappées par la sécheresse, l'impact de la mosaïque sévère sur la production du manioc ainsi que de la pression sur les ressources naturelles par le rapatriement est important. Ce sont les mêmes raisons qui justifient la phase III de la zone le l'Imbo Sud (communes Nyanza-Lac et Rumonge). Ces deux communes constituent la principale zone de retour des rapatriés en 2008 (25% de tous les retours et plus 50% des rapatriements des réfugiés ayant fui en 1972). Les sources de revenus sont également réduites dans l'Imbo Sud suite à la coupe de régénération des palmiers à huile d'une part, - la vente de l'huile de palme constitue la principale source de revenus de la zone -, et d'autre part à la chute continue des revenus issus de la pêche, suite à la pollution du Lac Tanganyika.

Les communes Kabarore, Matongo et Muruta connaissent des conditions d'infertilité des sols particulièrement prononcées et ce dans un contexte de densité très élevée de la population et de dépeuplement du cheptel par la crise. Quant aux rives des rivières Mpanda, Mutimbuzi et Kajeke, les inondations qui ont emporté les champs d'environ 1.200 ménages en avril et mai 2009 expliquent la phase III relevée dans cette partie la plaine de l'Imbo.

Pour ce rapport, le reste du pays est en phase II, d'« Insécurité Alimentaire Modéré/Limite ». Un risque de dégradation de phase est relevé dans les régions où la sécurité alimentaire est perturbée par différents facteurs. La densité très élevée (entre 400 et 700 habitant au km²) ainsi que la faiblesse de la production de café sont les principales raisons d'instabilité alimentaire des régions naturelles de Buyenzi et Kirimiro. Cette situation se retrouve également dans les plateaux de l'Est (régions naturelles de Buyogoma et Bweru) principalement suite à (1) la faible production de café diminuant la capacité des ménages à faire face à la période de soudure, (2) à l'infertilité des sols ainsi qu'à (3) la prévalence de la mosaïque sévère du manioc. La période de soudure qui prévaut de septembre à décembre sera très difficile pour les ménages les plus vulnérables. La fragilité alimentaire relevée sur la Crête Congo Nil est principalement due à : la forte densité de la population, la forte dégradation de l'environnement due à la surexploitation des sols très accidentés, et aux séquelles des combats armés.

L'analyse IPC relève que l'accès à l'alimentation est relativement meilleur dans les régions naturelles Bututsi, Mugamba, Buragane et Imbo Nord où des conditions les plus favorables à la production agricole pour la saison 2009B ont été relevées. Toutefois, les performances agricoles enregistrées ne suffisent pas à juguler l'inflation et les prix agricoles y restent très élevés.

Le rapport mentionne des facteurs favorables à l'amélioration substantielle de la disponibilité alimentaire, en plus des actions d'urgence déjà entreprises par différentes institutions et organisations. Il s'agit entre autres du retour à la paix de tous les belligérants, l'intensification de la multiplication et de la diffusion des variétés de manioc tolérantes à la mosaïque sévère, du développement des activités génératrices de revenus et des programmes - Nourriture Contre Travail -, de l'intensification du maraîchage à cycle court et facilement arrosable en cas de rupture des pluies, de la mise en valeur des marais non encore exploités. La politique des « villages ruraux intégrés » développée dans les zones qui reçoivent un grand nombre de rapatriés, spécialement ceux ayant fui le pays en 1972, améliore la réinsertion socio-économique de ce groupe très vulnérable.

Le rapport d'analyse et de cartographie de sécurité alimentaire du deuxième semestre de l'année 2009 rappelle la nécessité d'accompagner les actions en cours par des programmes beaucoup plus soutenus de développement, de restauration de la fertilité des sols, de désengorgement du secteur agricole et de planification des naissances afin de redresser l'accès à l'alimentation. Il suggère que la création d'activités génératrices de revenus ainsi que le développement du secteur para-agricole permettront de diminuer le sous-emploi et le chômage croissants en milieu rural et contribueront à renforcer le maintien de la paix et de la sécurité dans toutes les provinces du pays. La problématique de réinsertion socio-économique des rapatriés de 1993 et 1972 et l'intégration des ex-combattants constituent des défis supplémentaires au vu de la densité de population très élevée, de l'accès limité aux facteurs de production, d'après le même rapport.